

**Arrêté du 23 septembre 2016 portant cessation de fonctions et nomination
(régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal d'instance de Romans-sur-Isère**

NOR : JUSB1628549A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1996 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2016, portant cessation de fonctions et nomination (régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal d'instance de Romans-sur-Isère ;

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions de l'arrêté du 6 juillet 2016, portant cessation de fonctions et nomination (régisseur d'avances et de recettes) au tribunal d'instance de Romans-sur-Isère, sont rapportées.

Article 2

Il est, à compter de la date de passation des comptes, mis fin aux fonctions de Mme Florie ANTOLIN, greffière, en sa qualité de régisseuse titulaire au tribunal d'instance de Romans-sur-Isère.

Article 3

Mme Régine GUICHARD (ROZERON), adjointe administrative principale de 2ème classe, est, à compter de la date de passation des comptes, nommée régisseuse titulaire au tribunal d'instance de Romans-sur-Isère.

Article 4

Mme Françoise CLEMENT (PALLOT-SANSOE), adjointe administrative principale de 1^{ère} classe, est, à compter de la date de passation des comptes, nommée régisseuse suppléante au tribunal d'instance de Romans-sur-Isère.

Article 5

La directrice des services judiciaires est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Grenoble, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 23 septembre 2016.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation la chef du bureau des carrières
et de la mobilité professionnelle,

Marie-Noëlle DEHOUCK